

Burundi : les nouvelles taxes pèseront sur le quotidien de la population

RFI, 26-12-2016 Les députés burundais ont voté jeudi 22 décembre le budget pour l'année 2017. Le contexte économique est très difficile, le Burundi a perdu une grande partie de l'aide étrangère de ses partenaires après la crise politique et la croissance s'est effondrée. Les autorités cherchent donc de nouvelles ressources et cela passe par l'augmentation de plusieurs taxes. Mais, problème, dénoncés par l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), ces prélèvements concernent essentiellement les produits de première nécessité.

L'Olucome établit une comparaison sévère : le gouvernement burundais ressemble à un père qui fréquente tous les jours les cabarets sans rien donner aux membres de sa famille. Gabriel Rufyiri, le président de cet observatoire burundais, estime que l'Etat vit au-dessus de ses moyens et qu'il fait peser l'effort sur le peuple, en augmentant les taxes de toute une série de produits de consommation quotidienne, à commencer par l'essence : « Chaque litre qui va être consommé en 2017 sera augmenté de 100 francs [6 centimes d'euros] par litre ; chaque kilo de sucre qui sera vendu en 2017 sera augmenté de 200 francs [12 centimes d'euros] ; toutes les boissons y compris bien évidemment la bière. Il y a une volonté manifeste de condamner le citoyen dans une misère. » L'Olucome interpelle le Parlement burundais pour qu'il fasse annuler ces augmentations de taxes et propose à la place d'imposer davantage les grandes fortunes, notamment les grands propriétaires. Autres suggestions de l'Observatoire : développer le secteur des mines et augmenter la production de café, de thé et de coton.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});